

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

29 avril 2015
Français
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

Application du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires : non-prolifération et sécurité régionale

Document de travail présenté par les États-Unis d'Amérique

Le présent document rend compte des mesures prises par les États-Unis depuis la Conférence des Parties (2010) pour renforcer le pilier non-prolifération du Traité, notamment pour mettre en œuvre le Plan d'action adopté par consensus et aborder les questions de sécurité régionale et des zones exemptes d'armes nucléaires.

Garanties

L'article III.1 du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dispose que tout État non doté d'armes nucléaires doit conclure un accord de garanties généralisées avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) couvrant toutes les installations et matières nucléaires utilisées à des fins pacifiques par cet État. Le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA a décidé que la mise en œuvre de tels accords devait être conçue de manière à pouvoir vérifier que les déclarations de l'État étaient correctes et complètes. Le protocole additionnel fournit à l'AIEA des instruments plus performants pour vérifier que les déclarations faites par un État soient complètes et que les garanties requises par l'article III soient respectées. Depuis 2010, 23 autres États parties ont mis en vigueur le protocole additionnel. Cela manifeste son acceptation croissante comme norme internationale pour les garanties. Des accords de garanties généralisées et les protocoles additionnels facilitent la coopération et le commerce nucléaires en instaurant la confiance et l'assurance que les fruits de cette collaboration ne seront pas utilisés à mauvais escient ou détournés vers la fabrication d'armes nucléaires.

L'augmentation régulière ces cinq dernières années du nombre d'accords de garanties (6 %), de protocoles additionnels en vigueur (32 %), du nombre d'installations (12 %) et de la quantité de matières fissiles (14 %) couverts par des garanties a accru les demandes imposées au système de garanties à un rythme dépassant largement les accroissements budgétaires en termes réels alloués au système de garanties (2,5 %) durant cette période. Dans ce contexte, les États-Unis appuient l'évolution continue des garanties pour autant que soit maintenue leur



efficacité à réaliser leurs objectifs. Le maintien de cette efficacité est crucial pour la crédibilité et l'intégrité du système des garanties de l'AIEA.

Du fait que le budget ordinaire de l'AIEA ne prévoit pas le financement de nombreuses activités essentielles liées à la mise en œuvre des garanties, les États-Unis ont augmenté leur contribution volontaire en faveur des garanties de l'AIEA durant cette période. Les États-Unis ont été l'un des principaux contributeurs aux efforts qui ont permis d'améliorer les laboratoires d'analyse pour les garanties de l'AIEA, qui devraient s'achever fin 2015. Les États-Unis appuient également la modernisation du système informatique des garanties de l'AIEA. En 1977, ils ont établi le Programme d'assistance technique concernant les garanties de l'AIEA afin de les renforcer. Depuis lors, 19 autres États et l'Union européenne ont élaboré des programmes d'appui qui fournissent une assistance technique au service de l'AIEA chargé des garanties. Cette aide permet à l'AIEA de disposer d'un service d'inspection aux capacités renforcées et d'utiliser des technologies plus modernes afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de son système de garanties.

La Conférence d'examen voudra peut-être :

- Souligner le rôle indispensable des garanties de l'AIEA dans le régime de non-prolifération ainsi que pour assurer l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire;
- Se féliciter du fait que depuis la Conférence d'examen de 2010 que six États Parties non dotés d'armes nucléaires ont mis en vigueur des accords de garanties généralisées, satisfaisant aux exigences de l'article III.1, et lancer un appel aux États parties non dotés d'armes nucléaires qui n'ont pas d'accords de garanties généralisées en vigueur de s'acquitter sans tarder de cette obligation;
- Affirmer que la mise en œuvre des accords de garanties généralisées devrait être conçue de manière à pouvoir vérifier l'exactitude et le caractère complet des déclarations d'un État et encourager l'AIEA à faire appel à ses pouvoirs à cet effet;
- Demander aux États parties de coopérer activement à l'application des décisions du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA concernant le renforcement de l'efficacité et de l'efficience des garanties et augmenter les capacités de l'AIEA en matière de détection de matières fissiles et d'activités nucléaires non déclarées;
- Se féliciter du fait que depuis la Conférence d'examen de 2010, 23 États parties ont mis en vigueur le protocole additionnel, portant ainsi à 125 le nombre d'États parties dotés de protocoles additionnels;
- Souligner que les protocoles additionnels constituent un instrument crucial pour améliorer la capacité de l'AIEA de tirer des conclusions concernant le caractère complet des déclarations d'un État;
- Reconnaître le caractère juridiquement contraignant du protocole additionnel après son entrée en vigueur et comme norme en complément d'un accord de garanties généralisées, de manière à pouvoir vérifier que toutes les matières fissiles d'un pays donné sont couvertes par les garanties, confirmant ainsi que les États respectent les garanties requises;

- Inviter les États qui ne l'ont pas encore fait, à mettre en vigueur le protocole additionnel dans les meilleurs délais;
- Se féliciter du fait que depuis la Conférence d'examen de 2010, 16 États parties ont modifié ou annulé les Protocoles relatifs aux petites quantités de matières dans le cadre de leurs accords de garanties avec l'AIEA, tout en notant que dans 45 États la version périmée du Protocole relatif aux petites quantités continue d'être en vigueur;
- Inviter les États qui ne l'ont pas encore fait, à annuler leurs Protocoles relatifs aux petites quantités de matières ou de les modifier conformément à la décision du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA de 2005;
- Souligner l'importance de maintenir la crédibilité, l'efficacité et l'efficience du système de garanties de l'AIEA et la nécessité de maintenir le caractère transparent, non discriminatoire et objectif de l'application des garanties;
- Se féliciter du fait que 20 États parties et l'Union européenne disposent de programmes d'appui qui offrent une assistance technique à l'AIEA dans la mise en œuvre des garanties, notamment en matière de recherche et développement, et encourager les États en mesure de le faire, à offrir à leur tour cette assistance;
- Encourager les États concernés à promouvoir très tôt des consultations avec l'Agence au moment voulu sur les aspects relatifs aux garanties des nouvelles installations nucléaires afin de faciliter la mise en place des futures garanties.

Respect du Traité

Tous les États parties sont tenus de respecter le Traité dans son intégralité. Le Plan d'action de 2010 enjoint les Parties au Traité à appuyer le règlement de tous les cas de non-conformité avec les garanties de l'AIEA et les autres exigences en matière de non-prolifération. À quelques rares exceptions près, les États non dotés d'armes nucléaires parties au Traité se sont conformés aux dispositions de celui-ci et collaborent avec leurs partenaires pour renforcer sa mise en œuvre. Toutefois, il existe encore de grands défis au régime de non-prolifération, notamment des cas encore non réglés de non-respect des dispositions du Traité. Les Parties au TNP devraient appuyer les efforts de la communauté internationale pour surmonter ces défis.

Les États-Unis accueillent avec satisfaction le Plan d'action conjoint adopté par l'Iran et le P5+1 en novembre 2013 ainsi que les Paramètres du plan d'action conjoint annoncés le 2 avril 2015. Ils invitent instamment la République islamique d'Iran à travailler avec le P5+1 de manière à aboutir à un accord d'ici à la fin juin sur une solution globale visant à assurer la nature exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien et répondre aux préoccupations internationales découlant du non-respect par l'Iran de ses obligations nucléaires internationales. Avec les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA et l'accord de l'Iran sur les garanties, le Traité constitue une base solide pour l'ensemble de ces efforts. Les États-Unis ont également pris note de l'Accord préliminaire entre l'Iran et l'AIEA annoncé le 11 novembre 2013. Ils demeurent préoccupés par le fait que l'AIEA continue de faire état de la coopération limitée de l'Iran sur les questions relatives aux dimensions militaires possibles de son programme nucléaire et invitent instamment l'Iran à pleinement coopérer avec

l'Agence internationale de l'énergie atomique dans la vérification des activités nucléaires iraniennes et régler toutes les questions demeurant en suspens.

Les États-Unis notent également que la question du non-respect des garanties par la République arabe syrienne n'a pas été résolue. Voilà près de quatre ans que le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA a déclaré que la Syrie ne respectait pas son accord de garanties en raison de la construction clandestine d'un réacteur nucléaire à Dair Alzour. L'AIEA avait déclaré en mai 2011 qu'il s'agissait « très probablement » d'un réacteur nucléaire non déclaré. Il est de la plus haute importance que le régime Assad coopère pleinement avec l'AIEA et respecte de nouveau entièrement son accord de garanties. L'instabilité prévalant actuellement en Syrie ne saurait constituer une excuse pour le régime Assad de ne pas se conformer au Traité.

Depuis la découverte en 1993 par le Conseil des Gouverneurs de l'AIEA que la République populaire démocratique de Corée ne respectait pas son accord de garanties, cette dernière a annoncé en 2003 qu'elle se retirait du Traité et s'est livrée, dans les années qui ont suivi, à trois essais nucléaires. La République populaire démocratique de Corée s'est révélée devenir une menace sérieuse et croissante pour la paix et la sécurité internationales. Les États-Unis continuent de travailler avec leurs partenaires pour réaliser la pleine application de la Déclaration commune publiée à l'issue des pourparlers à six pays en 2005 par le biais d'un processus diplomatique fondé sur l'hypothèse d'un réel engagement de la République populaire démocratique de Corée à réaliser des progrès significatifs sur la voie d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible. La communauté internationale l'a clairement exprimé, elle n'acceptera jamais que la Corée du Nord devienne un État doté d'armes nucléaires. La Corée du Nord doit abandonner la totalité de son arsenal nucléaire ainsi que ses programmes nucléaires existants, rejoindre à nouveau le TNP et les garanties de l'AIEA, et appliquer pleinement ses obligations en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

La Conférence d'examen voudra peut-être :

- Prendre note de la persistance des préoccupations relatives aux cas non réglés de non-respect des obligations de non-prolifération et accueillir avec satisfaction les efforts diplomatiques visant à leur règlement;
- Souligner la nécessité de régler tous les cas de non-respect du Traité pour préserver à la fois son intégrité et le système des garanties de l'AIEA;
- Rappeler que les bénéfices du TNP ne peuvent être assurés qu'aux États qui en respectent les obligations;
- Demander à tous les pays d'agir de façon concertée pour promouvoir et poursuivre les efforts diplomatiques en vue de régler tous les cas pendants de non-respect du Traité;
- Inviter la République populaire démocratique de Corée à respecter ses engagements et obligations de dénucléarisation, à abandonner entièrement son programme nucléaire de façon complète, vérifiable et irréversible, à se conformer de nouveau au TNP et au système de garanties de l'AIEA et à respecter l'intégralité de ses obligations de non-prolifération;
- Envoyer un message ferme à la République populaire démocratique de Corée déclarant que la communauté internationale n'acceptera jamais que la Corée

du Nord devienne un État doté d'armes nucléaires et continuera d'exiger que la Corée du Nord respecte ses obligations et engagements de dénucléarisation.

Sécurité régionale et universalité

L'article VII du Traité reconnaît le droit des pays d'établir des zones exemptes d'armes nucléaires dans leurs régions. Les États-Unis estiment que des traités relatifs à des zones exemptes d'armes nucléaires contribuent à renforcer de manière non négligeable sur le plan régional le régime mondial de non-prolifération. Ils peuvent contribuer à la paix et à la sécurité régionale et internationale ainsi qu'à la stabilité s'ils ont été bien conçus et appliqués de façon stricte dans les conditions appropriées. Il faut notamment que l'initiative de créer de telles zones vienne d'États de la région concernée, que tous les États dont la participation compte y participent effectivement, et que le respect des dispositions du traité relatif à cette zone exempte d'armes nucléaires fasse l'objet d'une vérification adéquate.

Dans les protocoles aux traités portant création de telles zones, les États dotés d'armes nucléaires s'engagent à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser leurs armes nucléaires contre les États qui sont parties aux traités établissant des zones exemptes d'armes nucléaires. Les États-Unis sont parties aux Protocoles additionnels I et II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les États-Unis ont également signé les Protocoles pertinents au Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud, au Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique, au Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale et ont soumis ces Protocoles au Sénat des États-Unis pour avis et assentiment à la ratification. Les États-Unis sont prêts à travailler avec les Parties au Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est pour aider à régler les questions encore non résolues et signer le Protocole révisé dans les meilleurs délais.

La consolidation de la sécurité régionale représente un élément essentiel dans la création des conditions propices au désarmement nucléaire et à l'adhésion universelle au TNP. Dans certaines régions, les stocks d'armes nucléaires et le matériel fissile non surveillé entrant dans la fabrication d'armes nucléaires continuent d'augmenter. Ceci crée de nouveaux obstacles à la réalisation d'un monde pacifique et sûr, exempt d'armes nucléaires. Ainsi que le reconnaît l'article VI du Traité, la cessation de la course aux armements nucléaires est une condition essentielle pour réaliser le désarmement nucléaire.

Les États-Unis maintiennent aussi leur engagement de convoquer une conférence pour examiner la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient, ainsi que décidé à la Conférence d'examen de 2010. Les États de la région ont participé à cinq séries de consultations visant à aboutir à un accord concernant l'ordre du jour, les documents et les modalités d'une telle conférence. Bien qu'il subsiste des différences sur ces questions entre les États de la région, les États-Unis continuent d'appuyer des échanges directs entre les parties de la région afin de pouvoir convoquer une conférence à laquelle tous les États de la région pourront participer librement.

La Conférence d'examen voudra peut-être :

- Prendre note des cinq séries de consultations des États de la région du Moyen-Orient et des progrès accomplis en vue de convoquer une conférence sur une

zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient;

- Accueillir avec satisfaction les nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires créées conformément aux directives internationalement reconnues et sur base d'accords librement consentis entre les États de la région comme moyen de renforcer le TNP sur une base régionale;
- Se féliciter de la signature par le P5 du Protocole au Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale et prendre note des efforts déployés pour le faire entrer en vigueur;
- Encourager les États qui ne l'ont pas encore fait, à prendre les mesures nécessaires pour accéder aux traités et protocoles sur les zones exemptes d'armes nucléaires;
- Noter avec préoccupation l'augmentation de stocks d'armes nucléaires dans certaines régions et inviter les États concernés à faire preuve de retenue et aider à créer les conditions pour un désarmement régional et mondial;
- Inviter tous les États qui ne l'ont pas encore fait, à adhérer au TNP et adopter les accords de garanties de l'AIEA et les protocoles additionnels, en soulignant que tous les États devraient aider à créer les conditions d'une adhésion universelle au TNP;
- Souligner que le retrait de n'importe quel État partie est contraire à l'objectif d'universalité et de pérennité de la norme de non-prolifération du TNP;
- Appuyer les recommandations visant les violations de l'article X sur le droit de se retirer du Traité, pour y inclure des mesures consultatives, les actions de l'État fournisseur et les diverses mesures incombant au Conseil des Gouverneurs de l'AIEA.

Contrôle des exportations

L'article III.2 dispose que tout transfert à un État non doté d'armes nucléaires d'équipement ou de matières spécialement conçus ou préparés pour le traitement, l'installation ou la production de produits fissiles spéciaux doit être soumis aux garanties de l'AIEA. Le Comité Zangger a élaboré et régulièrement actualisé la liste des articles soumis aux garanties. Le Groupe des fournisseurs nucléaires a élaboré des directives qui s'appliquent à une gamme plus étendue d'articles à caractère nucléaire et d'articles, de services et de technologies à double usage et qui contiennent des conditions additionnelles relatives à leur exportation. Les États-Unis maintiennent un système rigoureux et exhaustif de contrôle de leurs exportations d'articles à caractère nucléaire et d'articles et de technologie liés au nucléaire à double usage, en conformité avec les directives sur le contrôle, basées sur la législation et la réglementation des États-Unis. Les contrôles des exportations nucléaires ont pour objectif de faciliter la coopération et le commerce dans le domaine nucléaire à des fins pacifiques en fournissant les garanties indispensables que ces transferts ne vont pas contribuer à la prolifération des armes nucléaires. Le système du contrôle des exportations permet aux États-Unis de s'acquitter de leurs obligations imposées par les articles I et III du Traité et par la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité ainsi que d'autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité portant sur la non-prolifération nucléaire.

La Conférence d'examen voudra peut-être :

- Affirmer que les arrangements relatifs aux approvisionnements nucléaires exigent des normes élevées de sûreté, de sécurité et de non-prolifération, afin d'instaurer la confiance dans le fait que les transferts nucléaires ne contribueront pas à la prolifération nucléaire et permettre la coopération la plus étroite possible dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire;
- Inviter toutes les parties à maintenir les contrôles sur tous les articles et services qui seraient susceptibles de contribuer à la prolifération nucléaire conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, aux normes internationales et aux législations nationales en vue d'assurer que les transferts opérés à des fins pacifiques ne soient pas détournés à d'autres fins;
- Accueillir avec satisfaction les directives et les listes de contrôle et encourager leur actualisation pour tenir compte des progrès technologiques et des changements dans les pratiques d'approvisionnement.

Sécurité nucléaire

Lors du Sommet sur la sécurité nucléaire tenu à Washington en 2010, 47 pays se sont engagés à œuvrer de concert pour assurer la sécurité des matières nucléaires sensibles. Le Communiqué du Sommet adopté par consensus et le programme de travail ont exposé les mesures à prendre pour assurer la sécurité nucléaire tout en soulignant le rôle primordial de l'AIEA pour appuyer les efforts des États membres dans le domaine de la protection de leurs matières nucléaires.

Lors du Sommet sur la sécurité nucléaire tenu à Séoul en 2012, 53 pays ainsi que l'Union européenne, l'AIEA, Interpol, et l'Organisation des Nations Unies ont renouvelé ces engagements. Les participants au Sommet ont développé les objectifs définis lors du Sommet de Washington, notamment réduire l'usage civil de l'uranium fortement enrichi tout en assurant un approvisionnement sûr en isotopes médicaux; promouvoir la sécurité des matières nucléaires durant leur transit, créer des centres d'excellence; et lutter contre le trafic illicite de matières nucléaires et autres matières radioactives.

Lors du Sommet sur la sécurité nucléaire tenu à La Haye en 2014, les États participants ont pris un certain nombre d'engagements spécifiques, notamment sur le « Renforcement de la mise en œuvre de la sécurité nucléaire » adopté par 35 États prenant part au Sommet. Les participants ont reconnu le besoin de renforcer davantage l'architecture de la sécurité nucléaire mondiale. En outre, le Japon et les États-Unis se sont engagés à retirer et éliminer des centaines de kilos de matières nucléaires pouvant servir à fabriquer des armes de l'installation japonaise d'assemblage critique rapide. Le prochain Sommet sur la sécurité nucléaire se tiendra aux États-Unis en 2016. Le processus du Sommet sur la sécurité nucléaire a été une partie intégrante de la stratégie du Gouvernement Obama visant à conduire un effort mondial pour assurer la sécurité des matières fissiles.

Les États-Unis continuent de coprésider l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire (IMLTN), un partenariat multilatéral de 86 pays et de quatre observateurs officiels qui s'engage à renforcer les capacités mondiales à prévenir, détecter et combattre le terrorisme nucléaire. Depuis son lancement par les États-Unis et la Russie en 2006, l'Initiative a conduit plus de 70 actions multilatérales, notamment dans ses domaines prioritaires, à savoir la criminalistique nucléaire, la

détection, les plans de préparation et de réponse aux urgences, qui ont réuni des experts dans les domaines techniques, opérationnels et politiques. Ces activités ont permis d'examiner des défis importants dans des domaines difficiles ou en émergence de la sécurité nucléaire, telle que la soumission de preuves de criminalistique nucléaire auprès des tribunaux, les démarches d'investigation de trafic illicite de matières nucléaires et de communication au public après un incident de sécurité nucléaire. Elles ont également permis de dégager les meilleures pratiques et des modèles pour mieux répondre à ces défis.

Le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes a été créé en 2002 à l'initiative du Sommet du Groupe des Huit (G-8) à Kananaskis, au Canada, comme Groupe de travail du G-8. Il a été établi en tant qu'effort commun d'une durée de 10 ans, avec un engagement de 20 milliards de dollars pour empêcher des terroristes ou des États qui soutiennent des terroristes d'acquérir ou de produire des armes de destruction massive. Depuis, le Partenariat mondial s'est agrandi et compte 29 partenaires et a alloué plus de 22 milliards de dollars à travers le monde. Le Partenariat mondial a été reconduit lors du Sommet du G-8 à Deauville, en France, en 2011. L'Allemagne préside en 2015 le G-7 et à ce titre préside également en 2015 le Partenariat mondial.

À l'origine, le Partenariat a axé ses activités sur les projets concertés de réduction des menaces dans la Fédération de Russie. Ces efforts ont permis de démonter plus de 190 sous-marins nucléaires soviétiques, de détruire des milliers de tonnes d'armes chimiques et de sécuriser des milliers de sources radioactives. Le Partenariat a maintenant étendu son action sur le plan géographique pour répondre aux menaces à l'échelle mondiale. En leur qualité de Président du Partenariat en 2012, les États-Unis ont principalement fait porter les efforts sur les domaines abordés lors du Sommet du G-8 en 2011, notamment la sécurité nucléaire et radiologique, la biosécurité, la participation des scientifiques et la facilitation de la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. Afin de mener à bien les travaux entrepris dans des domaines d'intervention nouveaux, le Partenariat mondial a convié un certain nombre d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales et de représentants de l'industrie aux réunions et a fait appel à des sous-groupes de travail pour définir avec précision le cadre de sa participation et de son appui aux projets. Il a suscité la création de plusieurs sous-groupes de travail, notamment sur la biosécurité, sur la sécurité chimique, sur la sécurité nucléaire et radiologique, et sur les centres d'excellence.

La Conférence d'examen voudra peut-être :

- Souligner les contributions vitales apportées par les Sommets sur la sécurité nucléaire ainsi que le besoin permanent des Parties et des institutions internationales de promouvoir les objectifs communs de sécurité nucléaire à l'échelon le plus élevé;
- Souligner le rôle essentiel des initiatives et des organisations internationales, notamment l'AIEA, l'ONU, Interpol, l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme, le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, dans la promotion de la sécurité nucléaire dans leurs domaines respectifs de compétences;

- Se féliciter de l'opportunité offerte à l'AIEA de continuer d'être l'hôte des conférences sur la sécurité nucléaire internationale et de son projet d'accueillir une réunion ministérielle sur la sécurité nucléaire en 2016;
- Accueillir avec satisfaction la nouvelle que 152 États ont adhéré à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et que 84 États ont ratifié, accepté ou approuvé l'amendement à cette Convention et encourager les parties à la Convention qui ne l'ont pas encore fait, à ratifier l'amendement de manière à le faire entrer en vigueur;
- Accueillir avec satisfaction la dernière révision des documents d'orientation dans la série de publications sur la sécurité nucléaire et inviter les États parties à appliquer ces recommandations dans les meilleurs délais;
- Encourager tous les États membres de l'AIEA à souscrire à la Déclaration commune sur le renforcement de la mise en œuvre de la sécurité nucléaire (INCIRC/869) et d'appliquer les Principes fondamentaux de l'énergie nucléaire et les Recommandations de l'AIEA;
- Se féliciter que 33 États soient devenus parties à la Convention internationale pour la suppression des actes de terrorisme nucléaire depuis la dernière Conférence d'examen, portant ainsi le nombre de Parties à 99 et lancer un appel aux États qui ne l'ont pas encore fait, à en devenir parties dans les meilleurs délais;
- Encourager les États à recourir aux plans intégrés d'appui en matière de sécurité nucléaire de l'AIEA pour consolider leurs besoins de sécurité nucléaire dans des plans plus complets et encourager les États à faire appel aux missions du Service consultatif international sur la protection physique;
- Promouvoir un appui accru en faveur de l'AIEA, notamment par le biais de son Fonds pour la sécurité nucléaire, de manière à lui assurer les ressources et l'expertise nécessaires pour mener à bien ses activités dans le domaine de la sécurité nucléaire;
- Encourager les États parties à poursuivre leurs efforts pour diminuer les stocks excessifs et l'uranium fortement enrichi dans l'usage nucléaire civil, notamment en passant dans la production de radio-isotopes à l'utilisation d'uranium faiblement enrichi et en renvoyant les stocks superflus aux pays d'origine et se féliciter de l'aide apportée par l'AIEA à cet effet;
- Encourager les États à maintenir leurs stocks de plutonium séparé au niveau minimal, conformément à leurs engagements nationaux;
- Inciter les États parties à améliorer leurs capacités de prévention et de détection du trafic illicite de matières nucléaires et radioactives et encourager la coopération parmi les États parties, notamment à travers l'AIEA;
- Reconnaître l'importance de la criminalistique nucléaire dans l'identification et l'investigation de matières nucléaires et autres matières radioactives détectées en dehors du système de contrôle réglementaire et encourager la coopération parmi les États parties pour renforcer les capacités dans ce domaine.

Conseil de sécurité des Nations Unies

La résolution 1540 du Conseil de sécurité, adoptée en 2004, a été conçue pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, en particulier s'agissant d'acteurs non étatiques, ainsi que la dissémination illicite de matériels connexes. La résolution est essentielle au maintien de la paix et de la sécurité internationales et les États-Unis continueront d'appuyer son application intégrale. La résolution demande en particulier aux États d'adopter des mesures spécifiques en vue de renforcer leurs capacités en matière de sécurité nucléaire et de non-prolifération nucléaire, notamment la comptabilisation, la sécurisation, la protection physique des matières pouvant être utilisées dans la fabrication d'armes nucléaires, le renforcement des frontières et des contrôles à l'exportation. La résolution demande aussi aux États de prendre les dispositions nécessaires pour empêcher le financement des activités contribuant à la prolifération; elle a aussi créé un Comité chargé de suivre les efforts déployés par les États membres pour mettre en œuvre la résolution. Le Conseil de sécurité a adopté nombre d'autres résolutions pour traiter des défis spécifiques dans le domaine de la prolifération, notamment les deux résolutions (1718 et 1737) qui fournissent une base pour créer des comités et des groupes d'experts chargés de superviser les mesures de sanctions prévues.

La Conférence d'examen voudra peut-être :

- Inviter l'ensemble des États parties à appliquer intégralement les résolutions du Conseil de sécurité pour tout ce qui a trait à la non-prolifération.

Coopération et assistance

Les États-Unis fournissent une assistance diversifiée dans les domaines susmentionnés, sur les plans bilatéral, régional et multilatéral. En ce qui concerne les garanties, les États-Unis ont organisé et appuyé des cours de formation aux niveaux national, régional et international sur les systèmes nationaux de comptabilisation et de contrôle des matières nucléaires ainsi que sur le protocole additionnel. S'agissant du contrôle des exportations, les États-Unis préparent et offrent des cours de formation ainsi qu'une assistance technique sur les meilleures pratiques en matière de réglementation et d'octroi de licences, d'identification des marchandises contrôlées, d'interdiction de transferts illicites (y compris le transit et le transbordement), à l'intention des organismes chargés de l'application de la loi et des systèmes de gestion des risques pour les aider à détecter les transferts illicites sans porter atteinte à la compétitivité économique, outre les exemples des meilleures pratiques en matière d'information conjointe gouvernement-industrie et respect des obligations. Pour ce qui est de la sécurité nucléaire, les États-Unis offrent des programmes de formation et une assistance dans le domaine de la sécurité physique et travaillent avec leurs partenaires pour éliminer ou diluer des matières fissiles pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires ainsi que dans la lutte contre la contrebande nucléaire et radiologique.

Depuis 2010, les États-Unis ont fourni approximativement 59 millions de dollars au Fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA qui fournit des directives, des services consultatifs et d'autres formes d'assistance aux États membres de l'AIEA. À l'appui de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, les États-Unis ont offert une contribution volontaire de 4,5 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale pour les activités de désarmement à l'échelle mondiale et régionale pour appuyer à l'échelle mondiale la mise en œuvre de la résolution 1540.

Les États-Unis ont eux-mêmes fait appel à ce type d'examen international et de services consultatifs. En 2011, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 et son groupe d'experts se sont rendus aux États-Unis et ont été informés des diverses mesures prises par les États-Unis pour mettre en œuvre la résolution 1540. En 2013, les États-Unis ont été l'hôte de la mission du Service consultatif international sur la protection physique de l'AIEA auprès de la Commission de la réglementation nucléaire des États-Unis et auprès du Centre de recherches sur les neutrons de l'Institut américain des normes et technologies.

La Conférence d'examen voudra peut-être :

- Se féliciter de la coopération au sein des États parties et de l'aide disponible par l'intermédiaire de l'AIEA en vue de promouvoir et d'appliquer des normes élevées en matière de garanties, de contrôle des exportations et de sécurité nucléaire;
 - Encourager les États parties en mesure de le faire de contribuer à ces efforts;
 - Encourager les États parties qui ont besoin d'une aide à profiter de l'aide disponible.
-